



DECLARATION DE PRESSE DE JEAN-LOUIS CHAUZY PRESIDENT DU CESER OCCITANIE

BOSCH : 3 ANS POUR REUSSIR LA DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE DU SITE DE RODEZ

L'accord de transition signé le 4 juillet 2018 par les partenaires sociaux n'est pas une garantie d'emploi à vie, il permet seulement de sécuriser dès 2019 un investissement de 14 millions d'euros pour un nouveau modèle d'injecteur diesel, et le recours au chômage partiel si nécessaire en fonction de la situation du marché.

Cela donne trois ans de visibilité pour préserver les emplois. En cas d'absence d'accord, un plan social pour le départ de 350 salariés aurait été mis en œuvre...dès 2019 !

En complément de l'accord-cadre voté le 22 mars 2018, cet accord rappelle aussi l'affectation de 30 millions d'euros pour la diversification industrielle du site.

Si Rodez doit rester au sein du Groupe Bosch, une usine labellisée « usine du futur » pour la production d'injecteurs diesel de haute technologie et donc à forte valeur ajoutée en raison des performances environnementales, il est aujourd'hui admis par tous que ce ne sera pas suffisant pour préserver les 1550 emplois, et avec un haut niveau de compétence. Il faut donc de nouvelles activités de production industrielle équivalant à plus de 300 emplois.

Plusieurs négociations sont engagées dans quatre domaines : l'automobile, la mécanique de précision (horlogerie), l'aéronautique et l'hydrogène.

La Région apportera le soutien de son agence de développement économique et de l'innovation pour renforcer les partenariats industriels dans la Mecanic Vallée, en Occitanie et au-delà.

Cela ne doit pas exonérer les constructeurs français de rechercher des solutions industrielles en France pour les véhicules du futur.

Il est lamentable que les constructeurs européens n'aient pas eu la volonté de travailler ensemble pour la production de batteries pour les véhicules électriques. En effet, le Premier Ministre chinois vient d'annoncer la création d'une usine de batteries par une société chinoise en Allemagne !!!

Enfin, avec toutes les collectivités et les parlementaires, nous préparons une réunion de travail à Paris avec le ministère de l'Economie et des Finances, puis à Stuttgart pour le mois d'octobre avec la Direction du Groupe Bosch afin de défendre le site de Rodez pour que l'histoire industrielle continue !